

# Citoyen Bagnolet - Tribune



Le 8 novembre 2021, nous avons adressé une lettre au Maire et aux élus de Bagnolet dans laquelle nous nous élevons contre l'attribution de locaux à La Maison de l'écologie populaire qui héberge le Front de mères grâce à une "alliance" autoproclamée avec Alternatiba Paris. Une alliance nommée Verdragon et qui n'a aucune existence dans le cadre de la convention signée avec la Mairie. Nous dénonçons le Front de mères, une entité indigénistes et raciale dont le texte fondateur attaque violemment les valeurs de notre République et accuse l'école de racisme systémique.

À ce jour, aucun élu n'a répondu. La presse s'est emparée du sujet, Le Parisien, Marianne et CNews s'en sont fait l'écho mais la municipalité a simplement indiqué au Parisien que « cette polémique est un non-sujet ».

Dans cette attente, nous devons répondre aux mensonges émis à notre rencontre depuis une semaine et réaffirmer les valeurs qui nous ont incités à écrire cette lettre.

Nous sommes tout d'abord consternés par les diffamations et tentatives d'intimidations dont nous faisons l'objet sur les réseaux sociaux, par certains soutiens de Verdragon dont M. Youcef Brakni, époux de Mme Fatima Ouassak, fondatrice de « Front de mères » (tous deux membres de l'ex-Parti des Indigènes de la République). Nous serions « des racistes », des « suprémacistes blancs » selon Monsieur Brakni, qui voit là « une offensive locale de la fachosphère pour propulser la campagne d'Éric Zemmour », ou un complot de Macronistes préparant le deuxième tour de l'élection présidentielle... Ces délires sont « likés » par des élus de la liste Bagnolet en commun, seule réaction visible de leur part à ce jour.

Soyons clairs, aucun d'entre nous n'est d'extrême droite, nous rejetons et combattons fermement ces idées là ! Nous sommes des femmes et des hommes de la société civile, attachés aux idéaux progressistes, soucieux de justice sociale, d'égalité et de fraternité.

Face aux ridicules accusations de racisme et autres affabulations, nous voulons réaffirmer ici nos valeurs. Tout d'abord, nous, 36 premiers signataires, sommes véritablement des citoyens de Bagnolet. Enseignants, infirmière, éducateur, photographe, accompagnant des élèves en situation de handicap, salariés de la fonction publique, comédiens, dessinateur, retraités, monteuse, musicien, salariés du secteur culturel, artisan, attachée de presse indépendante, artiste, serveuse, chercheuse, auxiliaire de puériculture. Nos noms figurent au bas de la lettre et quiconque peut vérifier que nous n'avons aucune ambition de carrière politique, et qu'aucune religion n'interfère dans nos propos.

Nous sommes attachés aux valeurs républicaines dont le socle est défini par une laïcité universaliste et émancipatrice, garante de notre démocratie. Tout le contraire des propos de Mme Ouassak qui déclare « leur pseudo-laïcité à l'école, on s'en bat les reins » ( Radio Maghreb 2, mars 2018).

Nous vivons dans les quartiers mixtes et populaires de cette ville, nos enfants y fréquentent l'école publique. Nous connaissons les difficultés de ce territoire, nous sommes concernés, conscients et témoins des discriminations qui touchent les habitants de ce département. Nous œuvrons à travers nos métiers et nos engagements respectifs pour une société plus juste, égalitaire, tolérante et fraternelle. À travers les mouvements associatifs dans lesquels nous nous déployons, nous construisons au quotidien une société plus solidaire, à notre échelle, selon nos moyens, loin des agitations politiciennes.

Sans rien ignorer des difficultés structurelles et des insuffisances de moyens de l'Éducation Nationale, nous réaffirmons, à l'inverse des accusations portées par le texte fondateur de « Front de Mères », que l'École publique est le lieu permettant à chaque enfant de s'instruire, de s'élever, de sortir de tous les déterminismes pour s'émanciper des assignations et des appartenances sociales et familiales, de les mettre en perspective afin de former des citoyens libres et éclairés dans leurs choix.

Nous sommes par ailleurs sidérés par le silence de nos responsables politiques locaux ainsi que par le silence de la presse de gauche. Nous attendons son réveil pour nous soutenir. Nous voudrions que la gauche dépasse ses divisions habituelles chaque fois que le séparatisme et le communautarisme s'invitent dans le débat public.

Nous appelons les syndicats d'enseignants, les directrices et directeurs d'établissements scolaires et toute la communauté éducative dans son ensemble, qui chaque jour s'engage en faveur des élèves, à signer notre lettre malgré la peur d'accusations diffamantes.

Nous en appelons au soutien de toutes celles et ceux qui se battent contre toute forme de racisme, pour le respect de la laïcité et des valeurs républicaines. Ajoutez votre signature à notre lettre, exprimez votre indignation face à la complaisance de certains responsables politiques clientélistes, face au danger que constitue la diffusion d'une idéologie raciale et séparatiste aux sein des partis politiques et des institutions.

Ensemble, ne tolérons pas que l'école publique soit accusée de racisme !

